

Mercredi 12 octobre 2016

Collectif des Olieux

Communiqué n° 23

Mardi 11 octobre, la préfecture a renoncé par voie de presse à exécuter son fameux plan d'action dont l'objectif principal est l'expulsion déguisée du parc sans véritables solutions pérennes, pour l'ensemble de ses occupants. D'une part, en prétextant la mauvaise volonté des associations à « faciliter » la mise place de ce plan bricolé dans la précipitation. D'autre part, elle invoque le refus des jeunes de s'y plier, sachant que les placements à Dunkerque et Cassel sont sans garanties et inadaptés à leur situation.

Mercredi 12 octobre, pour la première fois, la Préfecture s'adresse directement aux jeunes par l'intermédiaire d'une lettre ouverte, *sans filtre** dit-elle, dénigrant ainsi le travail fourni depuis plus d'un an par l'ensemble des personnes mobilisées autour du parc, afin d'impressionner et de contraindre les jeunes à accepter leurs fausses solutions.

Nous savons tous, que la pluie mouille, que le froid gèle et qu'un abri, c'est bien ! Mais l'urgence d'une prise en charge et une véritable mise à l'abri des personnes en difficultés, quelles qu'elles soient, n'est pas seulement une question de météo ou d'agenda politique.

Nous réaffirmons que la mise à l'abri proposée n'est qu'une mise à l'écart et nous appelons à venir soutenir les jeunes lors de l'audience

Vendredi 14 octobre à 9h30 au tribunal administratif (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire)

pour invalider cette expulsion déguisée et exiger la réquisition d'un bâtiment conforme sur Lille pour les accueillir !

**Rappelons que depuis le début, ces "filtres" composés d'habitants du quartier, de soutiens en tout genre et d'associations sont les seuls à s'être mobilisés pour leur apporter une aide effective : repas, vêtements, boum mensuelle, soutien scolaire, écriture d'un journal, activités culturelles, accompagnement santé, administratif, hébergements de fortune (tentes)...*